Depuis 1928, le seul hebdomadaire de langue française en Alberta

Le Franco



Vol. 33 no 11 | Edmonton, semaine du 12 au 18 mars 1999 | 12 pages | 60c

Cabane à sucre d'Edmonton: Tout un 50e!

LYNE LEMIEUX

Edmonton

La communauté francophone et francophile d'Edmonton a brillamment célébré le 50e anniversaire de la Cabane à sucre cet événement socio-culturel qui constitue à bien des égard la plus importante activité francophone de l'année dans la capitale. Selon les organisateurs de 1200 à 1500 personnes ont visité le site samedi dernier.

Si la Cabane à sucre a pris tant d'ampleur c'est grâce à une équipe de bénévoles regroupés autour de Lisette Trottier, André Provencher, Diane Caron, Daniel Corbeil, Julie Roach, Lilianne Maisonneuve, Jean-Christophe Goulet, Lise Holeton et Renée Lévesque.

Lisette Trottier s'est chargée de rappeller l'histoire de la Cabane à Sucre. C'est en 1948 que les Canadiens-français de l'époque se réunirent pour la première fois pour commémmorer cette tradition qui nous a été enseignée par les autochtones.

En 1949, le Père Paul-Émile Breton suggère aux membres du cercle local d'Edmonton de poursuivre cette tradition en invitant l'ensemble des francophone de la ville et des environs à se joindre à eux. Plus de 17000 personnes se rendent au Sales Pavilion se rappelle M. Josaphat Baril.

« Ils m'ont placé pour gérer la Cabane à Sucre. Je n'étais pas gêné, alors j'essayais d'avoir du monde, tout ce que je pouvais. »

M. Évangéliste Couture indique: « Mon meilleur souvenir c'est que j'ai toujours été gourmand. Puis quand il y avait un bon repas, de la bonne tourtière...là c'était de mon goût. »

La Cabane à Sucre a beaucoup voyagé: Collège Saint-Jean, École Maurice-Lavallée, La Cité Francophone, le Fort Edmonton, l'École Notre-Dame. Dans les souvenirs de plusieurs celles qui se sont tenus au Sportex restent mémorables. La 25e Cabane à Sucre s'y est tenue avec en vedette Gilles Vigneault et a réussi à attirer 6 000 personnes.

Certains se rappelleront aussi de l'année où on pouvait faire du patins à roulettes au Sports World où encore plus récemment lorsqu'un menu « traditionnel » végétarien était aussi offert à la Cabane! Sans compter qu'une année le « sciotage » n'a pas eu lieu pour tenir compte des sensibilités écologistes de membres du comité organisateur.



photo: Lyne Lemieux

Eustache Lagrange (Jeremy Gauthier) à la Cabane à sucre

À cette époque il n'y avait pas de Cabane à Sucre dans toutes les régions de l'Alberta comme aujourd'hui. Un des points culminants de l'événement était le concours de Mademoiselle Cabane à sucre. Plusieurs régions y envoyaient leurs représentantes et des autobus entiers de supporteurs se déplacaient pour appuyer leur candidate. Des producteurs de sirop d'érable se déplacaient du Québec pour vendre leur marchandise. Même l'illustre Robert Goulet, célèbre chanteur franco-albertain qui a fait carrière à Hollywood s'y est déjà produit.

Les festivités s'étendent maintenant sur trois jours. C'est ainsi que jeudi dernier 400 élèves des écoles d'immersion se sont sucrés le bec à La Cité francophone et ont pu apprécier les spectacles du groupe Les Twés et de Diane Caron. Vendredi près de 800 jeunes des écoles françaises ont pris le relais.

Samedi c'était au tour des familles de se rendre au Bonnie Doon Community Hall pour un après-midi riche en activités: dégustation de mets traditionnels y compris la célèbre soupe aux pois de la Société Radio-Canada, spectacles de La Girandole, d'Eustache Lagrange, du groupe Les Twés de Saint-Isidore, tire sur la neige, visite des kiosques des divers exposants, concours de sciotage, etc.

Les organisateurs ont eu la bonne idée cette année de « ressusciter » l'idée du repas traditionnel de la Cabane à Sucre le samedi soir. Plusieurs notables étaient présents dont l'ancien ministre albertain de la culture, M. Horst Schmidt, le député néo-démocrate Raj Pannu et le conseiller municipal Michael Phair. Plus de 200 personnes ont ainsi pu déguster des oeufs dans le sirop, du jambon à l'érable, des oreilles de crisse, pommes de terres, fèves au lard, tarte au sucre, café ou caribou pour faire descendre le tout. Ce repas a été préparé par les Dames de la paroisse St-Thomas d'Aquin qui se sont surpassées pour l'occasion. Plusieurs personnes ont d'ailleurs indiqué que c'était aussi délicieux que si leurs propres mères avaient cuisiné le souper !

On a profité de l'occasion pour souligner la présence de M. Irénée Turcotte, maître-sucrier dans les années 70 et de M. Josaphat Baril, membre du comité organisateur de la Première Cabane.

M. Eugène C. Trottier a reçu la ceinture fléchée, témoignage de reconnaissance de ses années de dévouement pour cette activité qu'il a contribué à populariser dans toutes les régions de la province.

Les bénévoles de la Cabane à Sucre peuvent maintenant prendre un repos bien mérité car la 50e Cabane à Sucre d'Edmonton a été un succès.


photo: Lyne Lemieux

C'est bon la tire!

Cette semaine...

Courrier de deuxième classe
Enregistrement 1881

Les associations réagissent positivement à la répartition du 70 millions

Ottawa (APF): Plusieurs organisations francophones réagissent positivement à la façon dont la ministre du Patrimoine a choisi de répartir la somme de 70 millions de dollars par année, que le fédéral investira pour appuyer les communautés francophones et acadienne au cours des trois prochaines années.

La Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) «estime équilibrée» la répartition des fonds qui iront aux organismes à l'éducation et à des projets avec les provinces touchant, par exemple, la santé et la justice.

«Madame Copps a fait du bon travail en décrochant 70 millions de dollars supplémentaires dans le dernier budget fédéral. Aujourd'hui, elle a démontré une fois de plus qu'elle est à l'écoute des communautés» de dire le président Gino LeBlanc.

La Commission nationale des parents francophones (CNPF) «applaudit» le rétablissement du financement des programmes d'appui aux langues officielles. Elle demande toutefois «d'être rassurée» quant à la somme de 50 millions de dollars qui sera dépensée en éducation.

«Ces fonds sont versés aux ministères de l'éducation. Comme partenaire en éducation, on est prêts à travailler avec les provinces, mais est-ce qu'on sera consultés?» s'interroge la présidente de la CNPF, Annette Labelle.

La CNPF tient aussi à nuancer l'affirmation de la ministre du Patrimoine Sheila Copps, selon qui la jeune génération est la plus bilingue de l'histoire du pays : «Force est de reconnaître que les anglophones du Canada deviennent de plus en plus bilingues, tandis que les francophones deviennent de plus en plus unilingues (anglophones)» rappelle la CNPF.

Même commentaire pour ce qui est des écoles d'immersion. La CNPF veut bien que la ministre Copps se félicite de l'essor de l'immersion, mais elle aimerait aussi qu'elle s'alarme «de la baisse des inscriptions à l'école française».

La Fédération de la jeunesse canadienne-française (FJCF) accueille «favorablement» l'augmentation «substantielle» du financement aux programmes d'appui aux langues officielles. Elle estime que ces nouveaux fonds auront «un effet positif» sur les projets en cours, comme les premiers Jeux de la francophonie canadienne, qui auront lieu à Memramcook du 19 au 22 août.

Finalement, la Fédération des francophones de la Colombie-Britannique estime que la hausse du budget pour les langues officielles «constitue un apport indéniable» pour les communautés linguistiques du pays.

La décision de consacrer 10 millions de dollars supplémentaires au financement des organismes des minorités francophones et anglophones est perçue comme «un effort appréciable».

La Fédération pense enfin que le ministère du Patrimoine «a l'obligation morale» de tenir compte des difficiles conditions dans lesquelles évoluent la communauté francophone de la Colombie-Britannique, lorsque viendra le temps de répartir les fonds. La province est en effet la seule au pays qui n'a pas signé une entente avec le fédéral, pour permettre la prestation de services en français.

Gestion scolaire : une belle réussite...partielle!

Ottawa (APF): Le Commissaire aux langues officielles qualifie l'obtention de la gestion scolaire par les parents francophones de «belle réussite...partielle».

«Il y a encore des parents au pays qui n'ont pas choisi l'école française pour leurs enfants» constate à regret M. Goldbloom. Selon lui, si jamais la gestion scolaire ne favorise pas l'augmentation du nombre d'élèves dans les conseils scolaires francophones, «cela aura été un échec».

Le Commissaire a rendu public un rapport préparé par son bureau qui porte justement sur les motivations en ce qui a trait aux choix scolaires des parents «ayants droit» à une éducation en langue française pour leurs enfants hors Québec.

Si l'étude n'a pas la prétention d'être scientifique, elle révèle néanmoins les attentes et les préoccupations de 81 parents rencontrés à Vancouver, Calgary, Sudbury et Halifax. Elle donne aussi un début de réponse à la question qui se pose dans les nouveaux conseils scolaires francophones : pourquoi certains parents francophones choisissent l'école de langue française, alors que d'autres refusent avec acharnement cette possibilité?

«Évidemment, j'aurais souhaité une augmentation plus rapide des inscriptions à l'école française, a indiqué M. Goldbloom à l'APF. Il y a des gens qui se sont exprimés vigoureusement en faveur de la gestion scolaire, mais une fois la gestion obtenue, ont continué d'envoyer leurs enfants à l'école anglaise ou, dans certains cas, à l'école d'immersion».

M. Goldbloom pense qu'il faut développer des stratégies «d'attraction et de rétention» au risque de perdre, lors de la transition entre les niveaux primaire et secondaire, une partie de la clientèle scolaire francophone. Il espère que cette étude servira de guide à cette stratégie. Une stratégie qui devrait être «certainement» différente selon que l'école de langue française est éloignée ou non de la communauté francophone.

«Il y a encore des parents au pays qui n'ont pas choisi l'école française pour leurs enfants»

Un élément important de cette stratégie, selon le Commissaire, consiste à rassurer les parents. Il donne l'exemple de la Nouvelle-Écosse, où des tensions existent entre partisans et opposants de l'école de langue française : «Il faut rassurer les parents que s'ils optent pour l'école française, les enfants ne seront pas privés de la langue anglaise, qui est perçue comme la langue de l'avancement économique».

M. Goldbloom a déjà été pointé du doigt par le député conservateur acadien de West Nova en Nouvelle-Écosse, Mark Muise, pour avoir en quelque sorte semé la discorde dans la communauté en prenant position en faveur de l'école de langue française. À cela, M. Goldbloom répond en citant la Charte canadienne des droits et libertés : «Si on me demande mon opinion, je suis obligé de dire que c'est l'école homogène qui est prévue par la Charte».

Est-ce que le gouvernement provincial doit mousser le sentiment d'appartenance à l'école de langue française? M. Goldbloom pense que cela ne pourrait pas nuire. Il rappelle d'ailleurs que certains gouvernements, notamment ceux de la Colombie-Britannique et du Manitoba, «n'ont pas aidé à l'implantation de la gestion scolaire».

Que pensent les parents?

Le Commissaire aux langues officielles n'a pas été étonné par les réponses des parents qui ont participé à son étude. Il dit par contre avoir été «impressionné» par les commentaires portant sur l'engagement, l'attachement et la fierté : «Là où ce facteur n'est pas important dans l'esprit des gens, ils ont tendance à choisir l'école anglaise».

Globalement, les parents interrogés ont exprimé une satisfaction moyenne par rapport au système scolaire en général. Ce sont les classes d'immersion qui ont fait l'objet des plus grandes critiques, plusieurs dénonçant la qualité du français des professeurs.

La plupart des parents de Vancouver, Halifax et Calgary qui utilisaient le réseau scolaire anglophone ne connaissaient pas du tout le réseau scolaire francophone. Pire : certains doutaient même de son existence! Leurs perceptions étaient neutres ou positives dans l'ensemble, mais ils ont fait grand cas de la distance entre leur résidence et l'école française, parfois un trajet de 90 minutes en autobus. Ils ont aussi déploré le peu d'activités sportives et parascolaires dans les écoles francophones et la rareté des programmes techniques au secondaire.

Le surpeuplement des écoles françaises, comme à Calgary et Halifax où pullulent les locaux temporaires, inquiètent aussi les parents, qui perçoivent une menace dans ce manque de ressources. D'autant que les écoles accueillent beaucoup d'enfants dont la langue d'usage à la maison est l'anglais, ce qui retarde l'apprentissage des élèves francophones.

À Sudbury où la population francophone est importante, la présence du Collège Boréal est perçue comme un acquis important pour convaincre les enfants de rester dans le réseau français au secondaire.

Les auteurs de l'étude notent que les parents qui ont un meilleur statut socio-économique choisissent plus facilement l'école de langue française, probablement parce qu'ils ont une plus grande confiance en eux et une identité culturelle plus forte que les parents de milieux socio-économiques plus faible.

Plusieurs parents estiment que l'anglais est une condition essentielle au succès de leur enfant sur le marché du travail.

Les parents qui avaient choisi l'école anglaise avaient la perception négative que l'école française allait retarder l'apprentissage de l'anglais pour leurs enfants. Certains associaient même langue anglaise et prestige.

Les parents francophones qui avaient choisi l'école française voyaient les choses autrement: ce n'était pas l'anglais mais bien le bilinguisme qui avait une importance sur le marché du travail.

Il est inutile de jouer sur la corde de la fierté, de l'affirmation ou de l'unité nationale pour convaincre les parents de choisir l'école de langue française. Pour les participants à cette étude, le choix de l'école pour leurs enfants n'avait aucune connotation politique et n'était l'expression d'aucune volonté politique.

Il existe par contre une relation étroite entre le sentiment d'appartenance à une communauté culturelle francophone locale et le choix de l'école française pour les enfants. Mais sauf à Sudbury, les parents qui avaient choisi l'école anglaise estimaient qu'il n'existait pas réellement de communauté francophone dans leur ville.

«Pour eux, ceux qui s'identifient à la communauté française ont tendance à être des fanatiques, des anti-anglais, des gens qui refusent la langue anglaise et qui préféreraient que tout fonctionne en français, des gens qui repoussent toute personne qui n'est pas purement francophone» lit-on dans le rapport.

De toute évidence, le fossé entre parents qui choisissent l'école francophone et ceux qui optent pour l'école de langue anglaise n'est pas prêt d'être comblé dans les petites communautés.

RÉINVESTIR DANS LA CULTURE

NATHALIE KERMOAL

Edmonton

L'Association canadienne-française de l'Alberta participait le mardi 23 février 1999 aux travaux du Comité permanent du ministère du Patrimoine canadien. Ce comité formé de parlementaires de tous les partis politiques représentés à Ottawa est présentement en tournée au Canada pour définir ce que devrait être la politique culturelle du gouvernement du Canada.

Plusieurs groupes étaient représentés lors de cette rencontre qui se tenait sous forme de table ronde soit Alberta Ukrainian Commemorative Society, Calgary Opera Association, Catalyst Theatre, Edmonton Arts Council, Edmonton Opera, Canadian Parents for French et Alberta Museums Association.

Tous les groupes présents se sont entendus pour inciter le gouvernement à réinvestir dans la culture. On a d'ailleurs surtout déploré l'effet dévastateur des compressions budgétaires du gouvernement fédéral dans les organismes culturels.

« Il est très difficile d'accéder à certains programmes » a indiqué la présidente de l'ACFA Mme Louisette Villeneuve. Le programme d'initiatives culturelles du ministère du Patrimoine canadien (PIC) remet année après année des subventions aux mêmes festivals albertains. Depuis 10 ans la Fête Franco-Albertaine est éligible mais ne pouvait recevoir de subventions puisque l'argent était déjà distribué. Il a fallu qu'un festival disparaisse pour qu'on puisse espérer avoir accès à ce programme. Cette situation n'est pas unique aux francophones tous font face à la même réalité.

Mme Villeneuve a aussi mentionné que « la réalité francophone en milieu minoritaire fait en sorte que les artistes professionnels doivent souvent quitter la province s'ils veulent vivre de leur art. On perd ainsi la possibilité que ces personnes puissent offrir de la formation. De plus le Conseil des Arts ne s'adressant qu'aux artistes professionnels, cela élimine virtuellement la possibilité que les artistes albertains puissent en profiter. Il faudrait donc créer des programmes destinés aux artistes amateurs ou semi-professionnels. »

De plus l'absence de ministère de la Culture en Alberta illustre bien l'absence de programmes de développement culturel et le désintérêt du gouvernement à cet égard. Il faudrait que le gouvernement fédéral tienne compte de cette réalité. Alberta Foundation for the Arts a d'excellents programmes mais ses ressources sont très limitées. « S'il faut qu'une troupe de théâtre fasse traduire une pièce en anglais pour obtenir des fonds, il y a peu de chances qu'elle dépose même une demande de subventions car elle ne pourra couvrir tout ses frais », ajoute Mme Villeneuve.

Tous les participants ont déploré l'attitude « économiste » adoptée depuis quelques années pour caractériser le développement culturel. « Nos artistes travaillent tellement fort que lorsqu'on compte les heures on s'aperçoit qu'ils font plus du bénévolat qu'un travail rémunéré » a indiqué Mme Heatern Redfern du Catalyst Theatre. « La France subventionne ses théâtres à 100% c'est un véritable modèle à cet égard. En France la culture n'est pas un luxe c'est un service essentiel, le Canada devrait s'en inspirer » a-t-elle ajoutée.

70% des revenus des fermiers sont constitués de subventions à leur entreprise a noté un des participants. Remet-on en question les subventions à l'agriculture pour autant? a-t-il demandé. Si on insiste pour comparer la culture et l'entreprise, il faut voir la culture comme le secteur Recherche et Développement d'une grande corporation. Sans recherche et développement, une industrie dépérit et meurt.

Mme Redfern du Théâtre Catalyst a aussi dénoncé l'engouement excessif pour les nouvelles technologies. « On ne peut remplacer un spectacle de l'orchestre symphonique d'Edmonton par une diffusion sur internet du même spectacle. »

À ce sujet Mme Villeneuve a indiqué que « l'expérience de FrancAlta réussissait à briser l'isolement des francophones. Il nous est apparu important de saisir cette opportunité de rejoindre un nombre croissant de francophones en profitant de cette vitrine supplémentaire. C'est une façon de donner accès à des produits culturels. »

M. Peter Savaryn du Alberta Ukrainian Commemorative Society a souligné « qu'un pays sans culture c'est comme un arbre sans racines. » Il a critiqué la place dévolue aux francophones comme peuples fondateurs du Canada en demandant qu'on se base sur le Canada moderne plutôt que sur l'histoire pour élaborer une politique culturelle. Selon M. Savaryn il n'y a pas deux peuples fondateurs au Canada mais il y en a plusieurs dans chaque région. M. Benoît Sauvageau du Bloc Québécois a immédiatement rétorqué qu'il était d'accord avec M. Savaryn pour dire qu'il n'y a pas deux peuples fondateurs au Canada: « Il y en a trois: les francophones, les anglophones et les autochtones. » Il va sans dire que cette réponse n'a guère plu à M. Savaryn.

Le député réformiste de Calgary Centre, M. Eric Lowther a soulevé l'ire des participants lorsqu'il a expliqué qu'il souhaitait que l'état joue un rôle moins important dans le domaine de la culture. « Est-ce le rôle de l'état de légiférer, de subventionner, de posséder des entreprises culturelles, comme la Société Radio-Canada, par exemple? »

L'ensemble des participants a exprimé le voeu que le gouvernement réinvestisse dans le secteur culturel. La culture canadienne est voué à l'américanisation si on laisse uniquement les lois du marché régir ce secteur, a-t-on indiqué.

Il faut noter que chaque intervention de Mme Villeneuve a fait l'objet de nombreux appuis de la part des autres participants. Les intervenants ont été invités à déposer des documents écrits et à participer aux prochaines rondes de discussions du comité qui se rendra dans toutes les provinces canadiennes et territoires avant de soumettre son rapport à la ministre du Patrimoine canadien, Mme Sheila Copps.

L'atmosphère était à la fête à l'école La Prairie !

CLAIRE HÉLIE

Red Deer

C'est dans le cadre du Carnaval des foulards que se déroulait l'inauguration officielle de l'école La Prairie, le jeudi 25 février dernier. Environ 150 personnes se sont réunis pour célébrer cet événement.

La soirée a débuté avec le service d'un vin et des hors-d'oeuvre dans la salle de la bibliothèque. Les plus jeunes étaient invités à se rendre dans la salle de jeux où des activités et un goûter les attendaient. Un peu plus tard, les gens se sont rendus au gymnase pour la cérémonie officielle où Lionel Brideau, maître de cérémonie et président du Conseil de l'école, a dirigé les activités de l'événement d'une main de chef.

Parmi les personnalités présentes, mentionnons l'Honorable Stockwell Day, trésorier provincial et député de Red Deer nord, Victor Doerksen, député de Red Deer sud, Adrien Bussières, directeur provincial au ministère du Patrimoine canadien, Len Luders, directeur général au Red Deer Catholic School Board et Maurice Flewelling, conseiller à la ville de Red Deer. Dans une courte allocution prononcée en français, l'Honorable Stockwell Day a souligné l'importance de la langue et de la culture française et a misé sur l'importance de se sentir à l'école comme chez soi.



Rita Hébert, directrice de l'école Père-Lacombe remet à Nicole Payette, directrice de l'école La Prairie, un vitrail magnifique

Avant la période des allocutions, les élèves ont présenté, tour à tour: danse, poème rythmique et musique instrumentale. Le Père Tom Maguire a procédé à la bénédiction de l'école et des objets symbolisant l'apprentissage des élèves. Lors d'une présentation spéciale, Claude Duret, président du comité de l'ouverture, a remis des fleurs à Lyne Grégoire, une des pionnières lorsque le projet était encore à l'état embryonnaire. Madame Grégoire a largement contribué à rassembler les familles dans le but d'ouvrir une école francophone à Red Deer.

L'Honorable Stockwell Day et madame Nicole Payette, directrice de l'école ont ensuite procédé à la coupure du ruban et ont ainsi déclaré officielle l'ouverture de l'école La Prairie. L'atmosphère était vraiment à la fête lorsque les ballons ont envahi la salle du gymnase et que les élèves ont manifesté leur excitation par des cris de joie.

On se souvient que l'école La Prairie a été fondée en 1996 et était logée dans des locaux loués pendant une période de deux ans. Depuis août 1998, les membres du personnel ont emménagé dans une école bien à eux. Située sur la 35e Rue, derrière un magnifique ravin, les parents, les élèves et le personnel sont ravis de leur école.

ÉDITORIAL

Pour une plus grande tolérance!

Le 1er mars 1999, le *National Post* publiait les résultats d'un sondage (*National Post/Compas*) qui ne peut laisser indifférent. Ce sondage, conduit entre le 11 et le 16 février 1999 a été mené auprès de 1,014 Canadiens et Canadiennes. 2,400 autres personnes se sont ajoutées à cette liste afin de pouvoir mieux évaluer les attitudes régionales concernant les revendications territoriales des autochtones. Dans la mesure où la grande majorité des gens n'admettent pas leur racisme ouvertement, il leur a donc été demandé s'ils avaient l'impression que certains groupes avaient trop de pouvoir.

Les résultats sont intéressants et nous en disent long sur l'évolution des mentalités de notre pays. Les Canadiens et les Canadiennes, apparemment s'affirmeraient plus ouverts et plus aptes à accepter la diversité qu'il y a une vingtaine d'années et sont indéniablement plus tolérants que les Américains. Cependant même si les attitudes semblent avoir évolué, même si les Afro-canadiens, les Chinois, les Juifs et les Italiens sont perçus d'une manière beaucoup plus favorable, ceci ne veut pas dire pour autant que certains préjugés ne soient pas perpétués contre ces groupes de personnes.

Car, peut-on réellement affirmer que la tolérance envers les Afro-canadiens, par exemple, est réelle ou ne serait-elle pas plutôt liée à un racisme passé *underground*? Et les campagnes anti-racistes sont-elles véritablement de plus en plus efficaces, notamment auprès des jeunes? Les résultats du sondage ne permettent pas de répondre à ces questions.

Si, d'un côté les Canadiens sont généralement plus ouverts à la diversité, de l'autre, ils se disent fermés aux questions francophones et autochtones. Plus de la moitié des Canadiens de langue anglaise estiment que les francophones ont trop de pouvoir et passent leur temps à se plaindre. Il est cependant intéressant de constater que seulement 20% des francophones sondés pensaient que les anglophones avaient trop de pouvoir. Remarquons que le sondage n'indique pas la proportion de Québécois interrogés par rapport aux anglophones. Doit-on en conclure que les francophones sont plus tolérants que les anglophones?

Le groupe le moins bien perçu dans la société canadienne demeure les autochtones. 59% des Canadiens à travers le Canada, y compris les Québécois pensent que les Amérindiens pourraient faire un plus grand effort pour se faire apprécier. L'animosité des Québécois envers les autochtones s'expliquent par le fait que ces derniers, par leurs revendications, pourraient entraîner l'échec de la souveraineté. Dans les autres provinces, notamment en Colombie-Britannique, en Alberta, en Saskatchewan et au Manitoba, les gens se sentent aussi menacés par les revendications de terres. En outre, ils considèrent que les autochtones veulent trop de pouvoir et qu'ils ont trop l'esprit de clan.

Si ces attitudes négatives à l'égard des autochtones sont certainement le reflet d'une couverture médiatique qui perpétue encore de nombreux stéréotypes, elles sont aussi dues à une plus grande difficulté de la part de la population de comprendre les enjeux des revendications. Si les efforts engagés par le gouvernement pour combattre le racisme semblent peu à peu porter fruits (à quelques exceptions près), les résultats de ce sondage indique clairement qu'il reste encore beaucoup de chemin à faire pour une meilleure compréhension de la place des autochtones et des francophones dans ce pays.

Nathalie Kermoal



COURRIER DES LECTEURS

J'aimerais par la présente remercier l'ensemble des personnes qui ont fait de notre assemblée générale annuelle 1999 un succès. Toute l'équipe sortante de notre conseil d'administration a été ravie de la collaboration obtenue des bénévoles de notre communauté. Un merci tout spécial aux gens de l'Unithéâtre, du Café Amandine et du C.D.M.

Il me semble également essentiel, sur une base plus personnelle, de présenter des excuses à M. Hector Therrien pour la façon dont nous avons présenté le point ayant trait à la nomination de notre vérificateur pour la prochaine année. Nous nous assurerons d'apporter les correctifs qui s'imposent.

Amitiés,

Denis Laberge
Directeur exécutif
A.C.F.A. Edmonton

Nous voulons votre opinion

Nous invitons nos lecteurs et nos lectrices à nous écrire pour nous donner leur opinion sur des sujets qui les intéressent ou sur les éditoriaux du journal. Ecrivez-nous! Soyez concis dans votre présentation et vos idées. Signez votre lettre et incluez votre numéro de téléphone. Nous publierons toutes les lettres signées, pourvu qu'elles respectent l'éthique professionnelle du journal.

Directrice: Nathalie Kermoal
Adjointe Admin.: Micheline Brault
Infographiste: Charles Adam
Journaliste: Poste vacant





Correspondants:
Calgary
Centralta
Martin Blanchet
Fort McMurray
Lethbridge
Mireille Dam
Medicine Hat
Plamondon
Denise Lavallée
Red Deer
Claire Hélie
Rivière-la-Paix
Noella Fillion
Saint-Paul
Richard Blouin

Journée du savoir de l'ACFAS

RICHARD TOUPIN

Edmonton

Ah! comme la neige a neigé! / Ma vitre est un jardin de givre. / Ah! comme la neige a neigé! / Qu'est-ce que le spasme de vivre / À la douleur que j'ai, que j'ai! / (Extrait de "Soir d'hiver", poème d'Émile Nelligan).

Manifestement le *blues* de l'hiver ennuageait l'âme d'Émile Nelligan. Tout comme le poète qui voyait ses espoirs gelés, il nous arrive d'avoir le spleen de l'hiver. Nous maudissons cette froide grisaille qui n'en finit plus de finir. Mais est-ce que notre humeur serait affectée de la même façon si nous habitions la campagne? C'est à cette question que tente de répondre Jerry Toupin, professeur à la Faculté Saint-Jean, dans la présentation qu'il fera à la dixième édition de la Journée du Savoir organisée par la *section albertaine* de l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (ACFAS).

Cette fête du savoir aura lieu le samedi 20 mars 1999 à la Faculté Saint-Jean. Les personnes désireuses d'y assister devront se présenter à 9h00 pour s'y inscrire. Il n'est pas nécessaire d'être membre de l'Acfas pour y participer. Les coûts d'inscription sont de 5.00 $ pour les étudiant(e)s (avec pièce d'identité à l'appui) et de 10.00 $ pour les autres. Ce prix comprend le repas chaud du midi. Il y aura aussi des boissons chaudes et froides et de quoi se sustenter lors des pauses. Un horaire détaillé sera remis aux participant(e)s pour leur permettent de choisir les présentations qui les intéressent. Voici succinctement le déroulement de la journée: les présentations débuteront à 9h30 et s'arrêteront à midi. Après le dîner, à 13h00, il y aura une assemblée générale des membres de la section albertaine de l'Acfas. Les présentations reprendront à 14h00 pour se terminer à 15h30.

Les participant(e)s seront alors invité(e)s à assister à la présentation de notre invité spécial, M. Pierre Fortin. L'économiste s'interroge sur le devenir économique du Canada à l'orée du troisième millénaire.

Le souper sera libre, mais la journée ne s'arrête pas là: à 19h00, vous êtes invité(e) à venir assister au Gala de l'Acfas où seront remis les Prix de la recherche, de l'enseignement, de leadership de la Faculté Saint-Jean et d'implication de l'Association des universitaires de la Faculté Saint-Jean (AUFSJ). Ensuite vous pourrez vous dégourdir les jambes à la danse qui aura lieu à 20h00 au salon étudiant de la Faculté. Ce sera à coup sûr une journée enrichissante et bien remplie.

Qu'est-ce que l'Acfas-Alberta?

En 1920, l'Université de Montréal, qui était rattachée à l'Université Laval, devint autonome et créa aussitôt la faculté des sciences; à Québec, l'Université Laval fonda l'École supérieure de chimie. Le développement accru des activités scientifiques amena l'apparition de sociétés savantes comme la Société de biologie de Montréal. Peu de temps après, on sentit le besoin de fédérer ces associations. C'est ainsi que le 15 mai 1923, plusieurs personnalités du monde universitaire dont le frère Marie-Victorin et Édouard Montpetit, qui fut secrétaire de l'Université de Montréal de 1920 jusqu'à sa mort en 1954, décidèrent de fonder l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences. Depuis plus de 70 ans, l'Acfas est une institution de première importance pour le Canada français. Elle a pour mandat la promotion et le soutien des sciences et de la technologie afin d'encourager le développement culturel et économique de la société.

Le terme *science* apparaissant dans l'acronyme Acfas doit être compris au sens général de *connaissance* ou *savoir*. L'Acfas propose diverses activités: des Prix de la recherche scientifique, un concours de vulgarisation scientifique, des sections régionales, une fondation et le programme grand public, et des publications: la revue **Interface** et les **Cahiers**. Le point culminant de ces activités est le congrès annuel pouvant réunir jusqu'à 5 000 personnes. L'année dernière, 3 300 communications ont été présentées au 66e congrès à l'Université Laval.

De son côté, la section albertaine de l'Acfas organise à chaque année une série de conférences et maintenant depuis 10 ans, la **Journée du savoir**. Cette journée se veut l'occasion, pour des chercheur(e)s de la province provenant de différentes disciplines (des secteurs des sciences physiques, des sciences humaines, sociales et de l'éducation) de venir présenter certains aspects de leurs travaux dans un langage accessible aux non-spécialistes.

Histoire de vous titiller les neurones, voici quelques présentations au programme de la Journée du savoir.

Les femmes ont su au cours des âges établir des convivialités qui leur étaient propres. Tracy Lepp, étudiante au B. A. (Honours), nous amène à explorer l'univers d'Odette Dupré, personnage principal du roman de Marie Moser, *Courtepointe*. Odette Dupré découvre son passé au travers du « texte » inséré dans ces mosaïques cousues patiemment par les femmes. Pour Tracy Lepp, ces petites histoires fragmentées nous permettent de réinterpréter l'histoire en y ajoutant la voix des femmes.

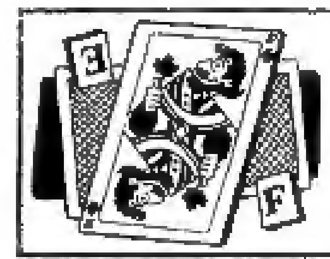
Dulari Prithipaul, Fauzia Juma et Marie-Rose Bukuba, membres de l'Association multiculturelle francophone de l'Alberta qui travaille au mieux-vivre des communautés culturelles francophones venues s'établir en Alberta, nous parleront du multiculturalisme francophone albertain dans une perspective féminine, tandis que Jean-Moïse De Joli et Mwemba Kalenga en discuteront à partir de la dimension jeunesse.

La section suivante intéressera tout particulièrement les enseignant(e)s. En effet, trois représentantes de la Direction de l'éducation française (Alberta Education) feront état de développements intéressants en éducation. Denise Stocco, administratrice de programme, parlera du cadre commun en études sociales développé par les quatre provinces de l'Ouest et les deux territoires. Puis Louise Saad, coordonnatrice du projet d'évaluation de ressources didactiques à l'élémentaire, nous présentera des modèles de rendement langagier pour les niveaux 1 à 6. Enfin Suzanne Gareau-Kubicki examinera les implications des littératies multiples (ensemble des cultures personnelle, scolaire et communautaire) sur le programme de maternelle offert aux élèves de français langue maternelle.

Les sciences physiques ne sont pas en reste. La recherche d'une théorie unifiée qui rendrait compte de l'ensemble des forces agissant dans l'univers a toujours préoccupé les physiciens, c'est un peu pour eux la quête du Graal. Alors que, pour nous, 4 dimensions (3 coordonnées spatiales et le temps) semblent suffisant pour se déplacer dans l'espace, il en va tout autrement pour les physiciens qui ont besoin de 10 dimensions pour faire le pont entre la relativité générale et la mécanique quantique. Jason Hessels du département de physique de l'Université de l'Alberta viendra jeter un peu de lumière sur ce problème.

Il y a d'autres communications tout aussi intéressantes au menu. Alors même s'il fait gris ce matin du 20 mars, ne vous laissez pas impressionner par l'hiver qui en sera à sa dernière journée. Venez-vous dégourdir les méninges à la 10e Journée du savoir à la Faculté Saint-Jean et bavarder avec les chercheur(e)s.

Vous pouvez visiter le site internet de l'Acfas au et leur écrire à l'adresse courriel suivante: . Pour devenir membre ou tout simplement pour se renseigner, il est possible de rejoindre l'Acfas-Alberta en appelant au (780) 465-8700 ou par télécopieur au (780) 465-8760.



(NC)—On trouve des francophones et des anglophones partout au Canada. Parmi les provinces à majorité anglophone, c'est en Ontario et au Nouveau-Brunswick que les francophones sont le plus nombreux. Le Québec, pour sa part, regroupe une importante population de langue anglaise.

La francophonie

EDITH LEMELIN

Edmonton

La francophonie, c'est 10% de la population, soit 450 millions de personnes. Les francophones viennent de partout, en tout 52 États et gouvernements sont membres de l'agence de la Francophonie, soit un pays sur quatre dans le monde. Cette agence est l'unique organisation intergouvernementale de la francophonie, elle est le point de rencontre entre l'Afrique, l'Amérique, l'Asie, l'Europe, le Maghreb et l'Océanie. Elle a été créée, en 1970, pour que les gens partageant cette même langue qui est le français puissent, à partir de leurs différentes composantes multiculturelles, créer une communauté qui leur permet de faire entendre leur voix dans le dialogue mondial. L'agence a reçu un triple mandat. Elle assure le secrétariat de toutes les demandes de la Francophonie. Elle organise la concertation entre ses pays membres, tant au niveau des conférences mondiales que des conférences ministérielles sectorielles. Opérateur principal du Sommet de la Francophonie, elle est, depuis sa création, au service de la coopération multilatérale dans les domaines jugés prioritaires par les chefs d'État et de gouvernement francophones.

Les leaders politiques, de ces pays membres, se réunissent tous les deux ans, pendant trois jours, pour discuter d'importants dossiers et des grands enjeux de l'heure dans le cadre de *la Conférence des chefs d'États et de gouvernements*, aussi connue sous le nom de *Sommet de la Francophonie*. Le Canada, en tant qu'État membre de la Francophonie, et le Nouveau-Brunswick, en tant que gouvernement participant, auront le privilège d'être les Hôtes du VIIIe Sommet de la Francophonie, qui se déroulera à Moncton, du 3 au 5 septembre 1999. M. Thériault, le premier ministre du Nouveau-Brunswick, a déclaré que: « En collaboration soutenue avec le gouvernement du Canada, nous voulons que le Sommet représente pour l'ensemble des Néo-Brunswickois et des Canadiens un moment de grande fierté et qu'il soit, pour les Acadiens en particulier, l'occasion d'exprimer au monde leur vivacité sociale, économique et culturelle ».

C'est sous le thème de la jeunesse que se déroulera le VIIIe Sommet de la Francophonie, afin de montrer l'importance qu'on attribue aux jeunes, tant du côté de la survie de la francophonie que de leur rôle face à l'avenir du monde. Son Excellence M. Boutros Boutros-Ghali, Secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie, nous livre son message: «La Francophonie ne pouvait mieux accompagner ce siècle qui s'achève, et préparer l'entrée dans le troisième millénaire qu'en décidant de mettre la jeunesse au coeur du Sommet des chefs d'État et de gouvernement ayant le français en partage. Associer les jeunes à la préparation de cette conférence et de tous les événements qui la précéderont, les consulter, les écouter, leur donner la parole: telle est la démarche qui nous anime tous aujourd'hui. Telle est la démarche que nous voulons aussi imprimer, désormais au projet de francophone, pour que ce projet soit véritablement le projet de tous, par delà la barrière des frontières et des générations ».

Le gouvernement du Nouveau-Brunswick entend tenir six tables rondes réunissant jeunes, maires, députés, intervenants du monde universitaire et collégial ainsi que de nombreux citoyens et citoyennes afin de réfléchir aux enjeux entourant la jeunesse en ce tournant de siècle. Le gouvernement prévoit également tenir une série d'activités mettant la jeunesse en vedette. Il s'agira, entre autres, d'un concours de créations artistiques dans les écoles du Nouveau-Brunswick, oeuvres qui seront remises aux chefs d'État et de gouvernement lors du Sommet au nom de la population de la province. «Nous avons prévu également la tenue d'un forum jeunesse qui mettra en interaction des jeunes à Shippagan, à Poitiers, en France et à Ouagadougou, au Burkina Faso », a ajouté le premier ministre Thériault. L'ensemble des activités à venir au cour de ces prochains mois auront lieu dans différentes régions du Nouveau-Brunswick.

Cette année sera l'année de la jeunesse francophone. À l'occasion de la *Journée mondiale de la Francophonie*, M. Boutros Boutros-Ghali invite tous les jeunes originaires des 52 États et gouvernements de l'Organisation internationale de la Francophonie à venir au *Grand rassemblement de la Jeunesse Francophone* qui se déroulera le 20 mars 1999 à Genève, en Suisse. Cette journée de fête a pour but de laisser la chance aux jeunes de venir débattre avec leurs pairs de leurs projets pour que puisse naître de cette journée des idées novatrices pour l'avenir. Il n'est pas possible à tous de se rendre à Genève pour prendre part aux pourparlers, mais par contre vous pouvez agir, par l'entremise du RÉSEAU JEUNESSE, sur Internet. La Fédération de la Jeunesse Canadienne Française (FJCF) a créée ce site pour vous permettre d'exposer votre vision aux chefs d'États, de soumettre vos idées de projets, vos plans d'action à mettre en oeuvre avant le prochain Sommet. La FJCF vous invite à donner votre opinion, à partager votre vision de l'avenir et à dire comment les jeunes francophones peuvent changer le monde, à l'adresse suivante: http://www.reseau-jeunesse.org/reseau.html

Le Canada qui ne peut nier l'importance du fait français chez lui, langue maternelle de 6.6 millions de Canadiens et Canadiennes, à mis sur pied, par l'entremise de l'association canadienne d'éducation de la langue française (ACELF), une *semaine nationale de la francophonie*. L'ACELF invite chaque année, depuis 1993, les francophones du Canada à prendre parti à la semaine nationale de la francophonie qui a lieu à travers tout le pays et qui a pour mission de nous faire découvrir la diversité des communautés francophones canadiennes. Cette année, elle aura lieu du 15 au 26 mars 1999, sous le thème de «La francophonie canadienne : un passée composé vers le futur simple». La Semaine nationale de la Francophonie fait valoir les avantages d'une utilisation

TESTEZ VOS CONNAISSANCES

1) Quel est le pourcentage de jeunes Canadiens de moins de 24 ans qui parlent le français à la maison?

a)5,5%
b)13%
c)21,5%
d)32%

2)Quel est le pays de la francophonie le plus peuplé?

a) La France
b) Le Mali
c) Le Sénégal
d) Le Vietnam

3)Quel est l'état membre de la Francophonie dont la superficie est la plus petite?

a) Le Monaco
b) La Dominique
c) La Belgique
d)Le Luxembourg

4) Quel est l'État membre de la francophonie dont la superficie est la plus grande?

a) Le Niger
b) Le Canada
c) L'Égypte
d) Le Congo

5) Quelle est la seul province du Canada à être officiellement bilingue?

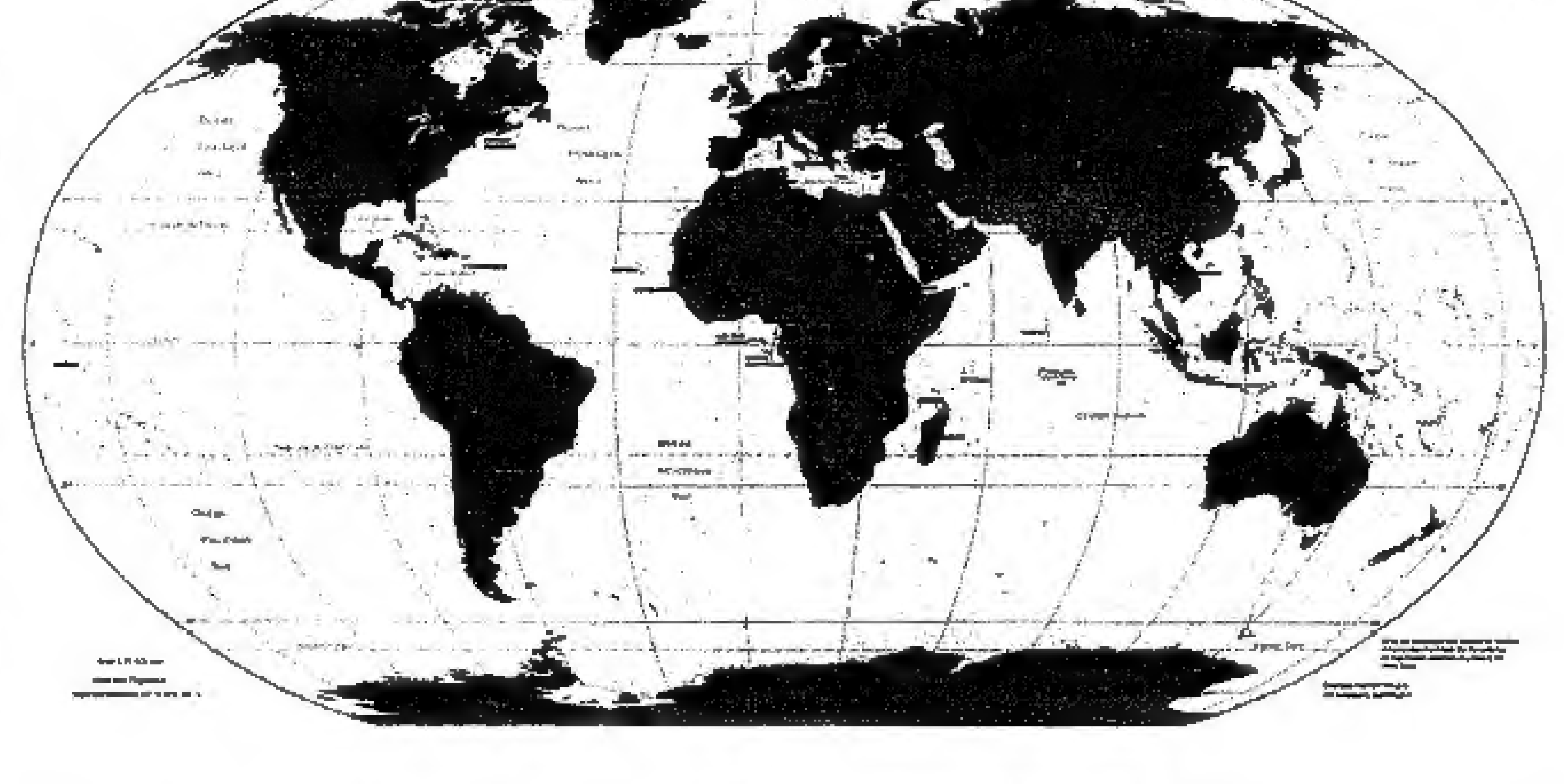
a) Le Québec
b) La Colombie-Britannique
c) L'île-du-Prince-Edouard
d) Le Nouveau-Brunswick

RÉPONSES À L'ENVERS
1) c)21,5%, soit près de 2 594 000 jeunes canadiens (1996)
2) d) Le Vietnam avec 74 millions d'habitants
3) a) Le Monaco avec une superficie de 1,95 km²
4) b) Le Canada avec une superficie de 9 976 139 km²
5) d) Le Nouveau-Brunswick

dans le monde

accrue du français dans tous les secteurs d'activités. Elle vise également à développer le goût de la lecture et de l'écriture ainsi qu'à améliorer la qualité de la langue parlée et écrite.

Cette année auront lieu, du 19 au 22 août 1999, les premier Jeux de la Francophonie canadienne à Memramcook au Nouveau-Brunswick. Le Comité national a identifié la région de Memramcook (20 kilomètres de Moncton) comme site idéal. Évidemment, l'annonce de la tenue de Sommet de la Francophonie internationale à Moncton au N.-B. En 1999 donne une valeur ajoutée pour cette région du Canada. Ces Jeux ont comme mission de rassembler la jeunesse canadienne-française dans le cadre d'une compétition sportive et culturelle à l'occasion d'un grand rassemblement national. Les Jeux réuniront une délégation de chaque province et territoire ainsi qu'une délégation nationale de francophiles, un maximum de 104 personnes par délégation pour un total potentiel de 1352 participant-e-s (13 délégations). Le Jeux de la francophonie canadienne est un événement qui aura lieu tous les deux ans. Ils alterneront d'une fois à l'autre de l'été à l'hiver.



Il y aura 3 volets aux Jeux : les sports (badminton, volley-ball et athlétisme), les arts (arts visuels, l'improvisation et l'éveil musical) et la formation (leadership, journalisme, production vidéo, action communautaire...). Les jeunes auront aussi l'occasion d'échanger entre les volets avec les activités coopératives: la sculpture multimédia et le kin-ball. Les participants et les participantes aux Jeux de la francophonie canadienne doivent : être âgés entre 15 et 18 ans; pleinement maîtriser la langue française et être inscrits à une école secondaire (CÉGEP ou collège) de leur province pendant l'année scolaire 19981999. Si vous voulez participer au Jeux et faire partie de la délégation de l'Alberta, voici qui contacter: Francophonie jeunesse de l'Alberta au 469-1344 ou par voie Internet: fja@franc-alta.ab.ca

Alors, il ne vous reste plus qu'à prendre part aux activités et faire parler vos racines françaises!

Régional en bref

CALGARY

À la recherche de bénévoles

La Cité des Rocheuses est à la recherche de bénévoles dans les domaines suivants: répondre au téléphone durant les heures de bureau; aider à nettoyer la cafétéria durant les heures du dîner de l'école; aider à la cuisine; supervision/ouverture/fermeture du centre (les soirs et les fins de semaine). Une formation sera incluse. Pour de plus amples renseignements, contactez Richard Gagnon au 249-1749.

EDMONTON

Allocation des fonds aux communautés de langues officielles: l'ACFA est satisfaite

« L'augmentation de 50% des fonds alloués au programme des ententes Canada-communauté des communautés de langues officielles et l'ajout important des sommes attribuées du programme des langues officielles en éducation est une retombée directe du travail d'Équipe Francophonie », indique la présidente de l'ACFA Mme Louisette Villeneuve. L'Équipe Francophonie est le nom de l'opération effectuée en novembre dernier par des membres des communautés et les présidentes et présidents des associations porte-parole francophones. Ces derniers ont rencontré plus de 46 députés, ministres, sénateurs et personnalités influentes lors d'une série de rencontres à Ottawa. Cette augmentation de 50% est une indication de la part du gouvernement fédéral de sa volonté de réinvestir dans nos communautés," indique Louisette Villeneuve, présidente de l'organisme porte-parole de la communauté francophone de l'Alberta. « L'appui tangible manifesté à l'obligation de tous les ministères d'ouvrir leurs programmes aux communautés francophones est une initiative intéressante. Il faudra cependant être vigilant pour nous assurer de l'accessibilité et de l'administration de ces fonds. L'initiative interministérielle doit se traduire par des projets concrets, » souligne Mme Villeneuve. « Notre communauté vit une des périodes les plus fertiles en matière de développement que ce soit sur le plan communautaire, scolaire, social ou économique. C'est pourquoi il est si important que le gouvernement indique clairement son appui. Le gouvernement provincial nous a manifesté récemment son appui à certains de nos projets. Il faut continuer dans cette lancée », ajoute en terminant la présidente de l'ACFA.

Des nouvelles sous l'soleil

Le concours *Des Nouvelles sous l'soleil* a pris fin le 1er février 1999 et les gagnants de l'Alberta sont maintenant connus. Ce concours, organisé par la radio de Radio-Canada dans l'Ouest en est à sa troisième édition. Quinze excellents textes ont été soumis, et le jury, composé de la réalisatrice Danièle Petit, du Professeur Paul Dubé, et de l'agente des communications Lisette Vienne a eu la dure tâche de choisir les cinq textes gagnants. Après de longues délibérations, ils ont retenu *Tom* de Monique R. Jeanotte, *Le puzzle* de Nésida Loyer, *La fatigue d'Anna* de Claudine Potvin, *Mauvais Rêve* de Laurent Chabin et *Mon petit prix Nobel-le* de Nathalie Huard-Caron. Les textes seront scénarisés et des comédiens chevronnés de l'Alberta prêteront leur voix aux personnages. Le concours *Des Nouvelles sous l'soleil* était ouvert aux auteures et auteurs des quatre provinces de l'Ouest. Chaque province sélectionne cinq textes. Durant le mois de juillet 1999, les vingt nouvelles seront diffusées à travers l'Ouest.

Trousse d'exogamie « Let's Parler »

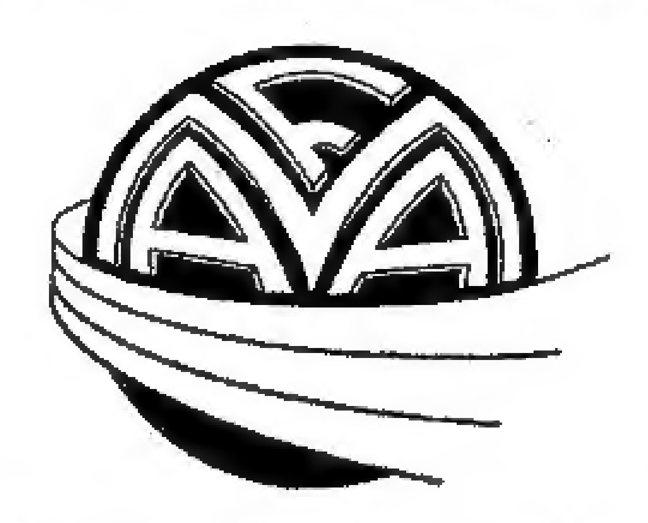
Le CECA annonçait, le 1er mars 1999, le lancement de son tout nouveau programme de francisation pour les couples exogames: Let's Parler. D'après Statistiques Canada chez les couples exogames, la très grande majorité de partenaires de langue maternelle française s'anglicisent lorsque nous considérons la langue parlée à la maison; ce qui entraîne une perte graduelle de la culture française. Pour soutenir le partenaire non-francophone, une série de neuf trousses a été développée contenant des activités qui favorisent les discussions en français. Les thèmes abordés sont: 3 sélections de cinéma; les repas russe et grec; la communication avec l'école; le jeu rallye; la sensibilisation à l'exogamie; le vin fromage. Pour de plus amples informations, contactez le CECA au 465-8600.

Association multiculturelle francophone de l'Alberta:

s'ouvrir au meilleur des deux mondes

LYNE LEMIEUX

Edmonton



L'Association multiculturelle francophone de l'Alberta célèbrera ses dix ans cette année et prépare un ambitieux programme d'activités qui fut dévoilé récemment lors de son assemblée générale annuelle.

Un concours de dessins est en cours pour illustrer la diversité culturelle, projet en collaboration avec le Conseil scolaire Centre-Nord. Le jury est composé de Sylvie Dassylva de l'École Maurice-Lavallée, de Pierre Noël de la SRC, de Josée Bergeron de la Faculté Saint-Jean, de Dulari Prithipaul et de Jeannine Salerno de l'AMFA.

« Nous tiendrons également une conférence le 20 mars prochain à 14h à la Faculté Saint-Jean dans le cadre de la *Journée du Savoir* sur le multiculturalisme: perpective féminine et jeunesse avec Mme Dulari Prithipaul. Deux personnes viendront témoigner de leur expériences soit Marie-Rose Bukuba, parent d'élèves à l'École Maurice-Lavallée et Louis Bena », indique la présidente de l'organisme, Mme Mona Liles.

L'AMFA a un tout nouveau conseil d'administration qui a le mandat de développer et de moderniser l'organisme. Mme Monal Liles, originaire du Liban en est la présidente. L'Exécutif est composé outre de la présidente de M. Jean-Moïse D'joli (République du Congo) vice-président, de Mme Colette Taïb (France), secrétaire, et de M. Richard Toupin, canadien d'origine. Les conseillers sont: M. Weber Kuma (République du Congo), M. Jean-Sibert Lapolice (Haïti), M. Igor César (Rwanda), Mme Jeannine Salerno (Madagascar), Mlle Lesley Heidinger, canadienne d'origine, M. Rachid Bouhmadi (Maroc) et Mme Kim Ha (Cambodge).

« Nous avons beaucoup de jeunes à l'AMFA, désireux d'apporter de l'énergie nouvelle. Nous voulons créer entre autres des sous-comités sur les activités culturelles, les communications et les médias et sur les relations avec les gouvernements et autres associations. Cette année nous avons un projet avec l'ACFA provinciale pour aider à l'intégration des néos-canadiens. Nous voulons sensibiliser la communauté albertaine à cette réalité », souligne Mme Liles.

« Nous voulons aussi mieux faire connaître aux néo-canadiens leur société d'accueil. C'est une démarche qui doit se faire conjointement. C'est pourquoi nous souhaitons tenir un colloque à l'occasion de notre 10e anniversaire l'automne prochain. Cette première expérience avec le Conseil du Centre Nord pourrait nous mener à visiter les écoles pour faire connaître les différentes cultures car la diversité culturelle de la francophonie est une richesse à découvrir, à partager. Il faut reconnaître et accepter nos différences, s'ouvrir au meilleur des deux mondes, » conclut la présidente de l'AMFA.

Carrières et professions

PETITES ANNONCES

Dans le but de vous offrir un meilleur service, **LE FRANCO** vous offre une chronique de petites annonces.

Tarifs: 7 $ pour 20 mots ou moins pour 1 semaine; 12 $ pour 20 mots ou moins pour 2 semaines Plus de 20 mots: 0,10 $ de plus par mot. Annonces encadrées: 3,50$ de plus. Vous devez ajouter 7% (TPS).

Toutes les petites annonces doivent nous parvenir accompagnées du paiement: chèque ou mandat-poste avant le lundi midi (12h00). Aucune annonce ne sera acceptée par téléphone. Toute annulation peut être faite par téléphone en composant le 780-465-6581 avant le lundi midi.. Nous n'acceptons pas les frais d'appel. Faites votre chèque ou mandat-poste à l'ordre de:

LE FRANCO 201, 8527 - 91e Rue Edmonton (AB) T6C 3N1
Tél.: 780-465-6581

Érablière Lachance. Placez vos commandes pour tous vos besoins de produits d'érable avant le 30 mars 1999. Contactez Daniel au (780) 465-6019 ou (418) 593-3439, visitez notre site: www.compusmart.ab.ca/maplesyrup (2-4)

À vendre: Batterie (tambours) à quatre pièces, aussi deux cymbales, siège et bâtons. Composez le 961-2584 (19-3)

Gardienne francophone recherchée pour prendre soin de deux adorables petites filles de 13 mois à Sherwood Park du lundi au vendredi à partir du 23 août. Appelez Julie au 464-4669 (2-4)

Maison à vendre, quartier Bonnie Doon, 4 ch.à coucher, sous-sol fini, grand terrain clôturé, garage attaché, beaucoup d'arbres. Info: 461-5646 (12-3)

Le Franco : 465-6581



PRIÈRES

Nous désirons informer nos lecteurs que vous pouvez faire publier la PRIÈRE AU ST-ESPRIT, la PRÈRE ST-JUDE et la PRIÈRE à Mère Térésa. Vous devez inclure avec votre demande la somme de 26,75$ (TPS incluse). N'oubliez pas d'inscrire vos initiales. Retournez le tout à:

LE FRANCO 8527, 91e Rue
Edmonton (AB)
T6C 3N1
Tél.: 465-6581

Abonnez-vous dès maintenant!

Le Franco

- ☐ 1 AN - 26,75$
- ☐ 2 ANS - 48,15$
- ☐ HORS CANADA - 1 AN - 51,36$

(TPS incluse - tous les tarifs)

N.B.: Les membres de l'ACFA reçoivent un abonnement GRATUIT au FRANCO. Adressez-vous au bureau de votre régionale pour devenir membre.

Nom: ....

Adresse: ....

Ville: .... Province: ....

Code postal: ....

Téléphone: ....

Votre chèque ou mandat de poste libellé à l'ordre du Franco (En lettres moulées S.V.P.)

201, 8527 - 91e rue, Edmonton, Alberta, T6C 3N1
Téléphone: 465-6581, Télécopieur: 465-3647
Adel: lefranco@francalta.ab.ca

Paroisses francophones

Messes du dimanche

CALGARY

Ste-Famille
1719 - 5 rue S.O.
Samedi: 17h
Dimanche: 10h30

CENTRALTA

Legal
Paroisse St-Emile
Dimanche: 9h30

St-Albert
Chapelle Connelly-McKinley
9, Muir Drive
Dimanche: 10h

EDMONTON ET ALENTOURS

St-Thomas d'Aquin
8410-89e rue
Samedi: 16h30
Dimanche: 9h30 et 11h00

Immaculée-Conception
10830-96e rue
Dimanche: 10h30

Ste-Anne
9810-165e rue
Dimanche: 10h30

Paroisse St-Joachim
9928-110e rue

Dimanche: 10h30

Beaumont, St-Vital
4905-50e rue
Dimanche: 9h30

ST-ISIDORE

Paroisse St-Isidore
Dimanche: 11h30

ST-PAUL

1er, 3e et 5e samedi à 19h30
Dimanche: à 9h30

Lez Arts: une première année fructueuse

LYNE LEMIEUX

Edmonton

La société des productions Lez Arts tenait le 24 février dernier sa première assemblée générale régulière. Une dizaine de personnes se sont retrouvées à La Cité francophone pour constater les progrès accomplis durant la première année d'opération.



Le nouveau conseil d'administration de "LezArts". De gauche à droite: Chantal Grégoire, Lisette Vienne, Tom Spiers, Denis Laberge et Laurent Godbout. Pierrette Jutras absente.

L'objectif de cette société de production est de contribuer au développement de l'identité culturelle des francophones de l'Ouest et de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des artistes de cette région du pays. Il faut cependant noter que Lez Arts n'est pas une agence d'artistes. Il n'est pas question ici de faire du *booking*. Il s'agit plutôt de produire, présenter et gérer des productions artistiques de haute qualité.

Parmi les objectifs de Lez Arts on note: voir à la promotion et au développement de toutes les disciplines artistiques dans le domaine de l'éducation française, voir à l'organisation d'ateliers de formation ou de cours professionnels selon les besoins.

Première caractéristique originale de cette société de production: il n'y a pas de cotisation à verser pour en devenir membre. Tous ceux qui assistent à l'assemblée générale ont le droit de vote.

Son directeur général est M. Yves Caron. Il est associé à Lez Arts depuis les tous débuts. Le bureau de la société de production est d'ailleurs situé à son domicile. Les Arts lui verse un salaire et un loyer quand des fonds sont disponibles. M. Caron est par ailleurs producteur indépendant du Gala albertain de la chanson.

Lisette Vienne assure la présidence de cette société fondée le 5 août 1997. Dans son rapport Mme Vienne a noté avec fierté que Lez Arts avait produit l'événement *Loin des Yeux, près du coeur* à Montréal « le plus grand showcase du monde artistique francophone de l'Alberta. »

Pour le compte de Lez Arts, monsieur Caron a produit l'exposition *Y a pas deux chansons pareilles*, exposition itinérante sur le milieu de la chanson et présentée l'an dernier en Alberta dans la semaine du gala. Lez Arts produira d'ailleurs la troisième phase de cette exposition qui voyagera dans l'Ouest et ailleurs au Canada en 1999-2000.

L'an prochain Lez Arts consacrecra ses énergies à la Société du Gala albertain de la chanson, au Secrétariat interprovincial du Chant'Ouest, à l'exposition *Y'a pas deux chansons pareilles*, à une offre de programmations artistiques, c'est à dire à l'offre d'artistes représentatifs de l'Ouest francophone ou d'une province en particulier dans le cadre d'événements d'envergures nationales ou internationales comme les Jeux de la francophonie, le Sommet de Moncton, etc.

Lez Arts compte aussi participer à la consolidation des réseaux de diffusion de spectacles dans l'Ouest. Une demande de financement a été déposée au ministère du Patrimoine canadien pour la mise en oeuvre d'un plan d'action qui a été élaborée avec la Fédération culturelle canadienne-française, partenaire de ce projet avec Chant'Ouest.

Lez Arts a un budget d'un peu plus de 96 000$ provenant de différents ministères et agences fédérales et du Edmonton Arts Council. Lisette Vienne, Laurent Godbout, Denis Laberge, Pierrette Jutras et Chantal Grégoire composent le nouveau conseil d'administration de cette société de productions franco-albertaine.